

STATEMENT DISCOURS

MINISTER
FOR
EXTERNAL
RELATIONS.

MINISTRE
DES
RELATIONS
EXTÉRIEURES.



85/26

Notes pour une allocution
de l'honorable Monique Vézina,
Ministre des Relations
extérieures, à la Chambre
africaine de commerce et
d'industrie du Canada

OTTAWA

Le 1^{er} mai 1985

Excellences,
Messieurs les ministres,
Distingués invités et chers amis,

C'est avec un plaisir tout particulier que j'ai accepté l'invitation de la Chambre africaine de commerce et d'industrie du Canada de venir vous rencontrer aujourd'hui.

Peu de temps après ma prise de fonctions en qualité de ministre des Relations extérieures, on m'avait fait l'honneur de me demander de prendre la parole à la réunion du Club de Dakar à Montréal. Ministre au sein d'un nouveau gouvernement qui avait reçu un mandat incontestable de changement, j'étais alors impatiente de m'attaquer à mes nouvelles responsabilités. Aujourd'hui, après huit mois, le moment est venu de nous demander ce que nous avons accompli.

Je tenterai de répondre à cette question à plusieurs niveaux.

- Premièrement, j'aimerais faire le point sur notre action comme Gouvernement.

- Deuxièmement, avec toutes les réserves qu'impose le processus de revision de notre politique étrangère qui s'amorce, je vous parlerai de l'état de nos relations avec l'Afrique.

- Troisièmement, je désire vous informer du nouvel esprit que j'entends insuffler à nos programmes de coopération, notamment avec l'Afrique.

- Enfin, puisque c'est ce qui nous rassemble ici, j'aimerais vous parler de nos relations commerciales et de la façon dont je souhaite les voir évoluer.

1 - L'action du Gouvernement Mulroney

C'est tout un défi que d'essayer de vous dire en quelques mots ici le sens de notre action comme Gouvernement. Ce que je veux que vous sachiez, c'est que huit mois après notre élection, notre détermination comme Gouvernement de remettre en ordre notre administration publique est toujours inébranlable. C'est le Premier ministre, à la Conférence de Régina, qui disait Les gouvernements ne peuvent plus se permettre d'adopter comme unique solution de toujours faire davantage: ils doivent faire mieux, et ajoutait-il faire mieux signifie parfois faire moins .

Le Premier ministre a vraiment rendu l'esprit du 4 septembre lorsqu'il a dit "les gouvernements ne peuvent pas nécessairement faire davantage: ils doivent faire mieux, et faire mieux signifie parfois faire moins".

Cette réflexion du Premier ministre est très significative de l'esprit du 4 septembre et de l'évolution profonde qu'a connue la société canadienne: au début des années 60, nous avons mis, comme collectivité, de prodigieux espoirs dans l'État et le Gouvernement comme moyens d'atteindre nos objectifs collectifs. Cette évolution était nécessaire. toute société digne de ce nom doit utiliser l'instrument du gouvernement pour s'épanouir.

Cependant, depuis la fin des années soixante-dix, les Canadiens et les Canadiennes ont constaté que leur gouvernement était allé trop loin dans ce sens, et qu'il avait indûment multiplié les services gouvernementaux, les sociétés de la couronne, les organismes de réglementation. Ils ont constaté que leur gouvernement était devenu condescendant à l'égard des collectivités, des milieux académiques, des milieux de la recherche, des milieux d'affaires, des intervenants sociaux. Ils ont constaté enfin que la situation de nos finances publiques risquaient d'être un très lourd handicap pour la génération qui nous suit.

Le mandat que nous avons reçu du peuple canadien est de corriger cette trajectoire, et nous sommes déterminés à la faire.

2 - Relations entre le Canada et l'Afrique

Ceci m'amène à la question des relations du Canada avec les pays africains.

Je sais à quel point un gouvernement, ayant les intentions que je viens de vous indiquer, crée beaucoup d'incertitudes chez ses interlocuteurs internationaux, notamment dans les pays du sud, et dans les milieux d'affaires qui travaillent sur la scène internationale.

A ces incertitudes, je répondrai seulement par un chiffre. Au début du mois de mars, je présidais la délégation canadienne à la Conférence des Nations-Unies sur la situation d'urgence en Afrique. Au nom de tous les Canadiens et Canadiennes, j'ai annoncé que leur gouvernement consacrerait à l'Afrique lors de l'année fiscale en cours, plus de 850 millions de dollars, ce chiffre tenant compte de toutes les voies d'acheminement.

La fermeté de l'engagement de mon gouvernement à l'égard de l'Afrique ne fait aucun doute. Et elle a été soulignée de façon éloquente par la remarquable générosité dont ont fait preuve les Canadiens lorsque nous est apparue clairement l'ampleur de la famine en Afrique. Nous nous sommes rendus compte, en tant que nation, que notre avenir est lié au vôtre.

Il est donc clair que les relations substantielles que le Canada entretient déjà avec les pays africains, sont là pour demeurer. Des liens importants nous unissent au sein du commonwealth et des institutions francophones internationales. Nous attachons également beaucoup de prix à l'ensemble des liens que nos citoyens, nos hommes d'affaires, nos fonctionnaires, nos syndicalistes, nos coopérateurs, nos universitaires ont créé et alimenté au cours des années.

Malgré les revers et les problèmes que connaissent certains pays d'Afrique, le Canada n'a jamais perdu et ne perdra jamais sa foi inébranlable dans l'avenir du continent africain. Nous sommes convaincus que, par leurs propres initiatives, les pays d'Afrique parviendront un jour à réaliser leur énorme potentiel économique.

Malheureusement, dans le passé, ce potentiel a été souvent soit ignoré, soit mal utilisé. La Banque mondiale a constaté que la crise économique de l'Afrique s'explique principalement par le rendement médiocre des investissements en capital. (Comme je le disais plus tôt, ceci n'est pas propre à l'Afrique). La Banque préconise donc des réformes de politique interne. Deux de ses recommandations me paraissent particulièrement importantes: une meilleure gestion du secteur public et le renforcement du rôle du secteur privé et des organisations non-gouvernementales. Et, signe encourageant, le plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique souligne aussi l'impérieuse nécessité de faire participer à tous les stades de l'élaboration et de l'exécution des plans de développement, le secteur public, les entreprises privées locales, les établissements de recherche et les groupements communautaires. Il est clair que ce scénario de développement est fondé sur une volonté ferme d'assainir la situation.

Ce grand coup de barre que tous pays, y compris le nôtre, est appelé à donner de temps à autre, m'inspire confiance. Il me convainc que comme gouvernement nous avons raison d'accorder une haute priorité à nos programmes de coopération parce que nous pouvons expliquer ces efforts des pays africains à la population.

En fait, je crois que l'avenir de l'Afrique réside dans les nouveaux modes de pensée qui se font jour et dans les nouvelles initiatives qui sont prises partout. Je veux que les Canadiens sachent que nombre de gouvernements africains ont pris des décisions difficiles et souvent courageuses - hausser les prix des produits agricoles, réformer les organismes du gouvernement, décentraliser l'administration et porter plus d'attention aux petits agriculteurs. Ce nouveau réalisme, cette volonté de regarder les problèmes en face et d'écarter certaines préoccupations de longue date, permettront de surmonter les difficultés que connaissent actuellement certains pays d'Afrique.

3 - Orientation du programme de coopération

A quelques occasions lors des derniers mois, j'ai traité de cette question et je serai très brève sur ce sujet aujourd'hui.

Comme je l'avais dit à la réunion du Club de Dakar, notre objectif est de rendre nos actions le plus efficaces possible. Pour ce faire, nous voulons instaurer entre tous les intervenants canadiens actifs sur la scène internationale, un nouveau partnership fait de dialogue et de concertation. Sans faire de rhétorique, nous avons vraiment réussi à réaliser ce partnership avec les organisations bénévoles dans notre réponse à la crise alimentaire en Afrique.

De façon similaire, nous plaçons beaucoup d'espoirs comme gouvernement dans le processus de revision de notre politique extérieure qui démarrera prochainement avec le dépôt à la Chambre des communes d'un Livre vert. En utilisant cette procédure d'une revision À livre ouvert, (je m'excuse du jeu de mots), nous invitons vraiment toute la population et tous les organismes qui se préoccupent de la réalité internationale à participer à ce processus. Les parlementaires y joueront un rôle important. J'espère que vous contribuerez à cette revue en présentant et défendant activement vos idées devant ce Comité au Parlement.

Enfin, au niveau de nos relations avec ces intervenants prioritaires que sont les gens d'affaires canadiens, j'ai déjà indiqué qu'à mon sens, il y a bien des projets de nature commerciale qui n'ont rien à envier, en terme de potentiel de développement, aux projets d'assistance de type classique. L'esprit d'initiative allié à la coopération sont les sources vives du dynamisme de nos pays.

Vous connaissez sûrement le programme de coopération industrielle de l'ACDI. Il a été créé à l'intention des entreprises canadiennes qui désiraient examiner les possibilités de coopération industrielle impliquant un transfert de technologie dans les pays en voie de développement et à l'intention des pays en voie de développement qui veulent obtenir la participation du secteur privé canadien au développement de leur économie. Le succès de ce programme a été tel que les propositions de projets pour cette année sont au nombre de 1,500 alors que l'année 77-78 a vu se réaliser 54 projets. Déjà, en novembre dernier, ce programme a fait l'objet d'une ré-affectation de fonds significative qui a augmenté son budget de plus de 50%.

J'étudie en ce moment un certain nombre de nouvelles propositions qui visent à renforcer les liens entre l'ACDI et le milieu des affaires. Si les changements envisagés sont apportés, ils faciliteront l'accès à l'information sur les débouchés commerciaux existants et naissants. Ils permettront également de rendre plus souple le Programme de coopération industrielle et, ainsi, d'améliorer sa capacité de réaction.

4 - Les relations commerciales du Canada avec l'Afrique

Finalement, permettez-moi de vous parler de nos relations commerciales avec l'Afrique.

Le continent africain présente des possibilités importantes aux fournisseurs canadiens de biens et services désireux d'apporter une contribution à la réalisation des ambitieux plans de développement d'un grand nombre de pays de cette région. Quoique la présence économique et commerciale du Canada en Afrique soit un phénomène relativement récent, nos échanges commerciaux avec l'Afrique sont passés de \$880 millions en 1974 à plus de \$2.7 milliards en 1984. Nos exportations pour la même période sont passées de \$403 millions à \$1.5 milliards et ces chiffres ne tiennent pas compte de la fourniture de services dont la valeur annuelle se chiffre à plus de \$250 millions.

Le Canada redoublera d'efforts pour intensifier les activités commerciales en Afrique. Nous continuerons de prêter assistance à nos exportateurs et d'appuyer des initiatives qui permettent de créer un climat propice au commerce dans les pays africains eux-mêmes. Au cours des douze prochains mois, le ministère des Affaires extérieures organisera un certain nombre de missions dans les deux sens afin d'appuyer les intérêts commerciaux du Canada en Afrique. Il y aura des missions dans les secteurs des chemins de fer, du matériel hydraulique et des services. Il

y en aura également deux dans le secteur du matériel agricole, ainsi que bien d'autres encore. En outre, le Canada participera à plusieurs foires commerciales, dont les expositions de Nairobi et de Kaduna et les foires internationales du Gabon et de Kinshasa. Enfin, deux semaines commerciales du Canada seront tenues à Abidjan et à Douala.

La balance commerciale canado-africaine est largement favorable au Canada. Nos partenaires africains soulèvent souvent cette question pour exprimer le souhait que le Canada puisse réaliser un meilleur équilibre des échanges. Je ne crois pas que ce problème soit insoluble. Par exemple, une étude est présentement en cours sur l'appui qu'une agence comme l'ACDI pourrait vouloir offrir aux sociétés canadiennes désireuses de se trouver des partenaires nationaux dans le Tiers-monde et de participer au capital de ces sociétés.

J'invite également nos partenaires africains à faire un effort. Je les invite à venir convaincre les Canadiens qu'ils ont des choses à offrir. Le Gouvernement canadien sera là pour les aider, comme nous le ferons d'ici quelques jours pour le Cameroun dans le cadre de journées économiques: une soixantaine d'hommes d'affaires et de fonctionnaires du Cameroun, accompagnés de cinq ministres, visiteront Ottawa, Vancouver, Toronto et Montréal dans le but de faire connaître leur pays et d'intensifier les relations commerciales. Nous avons reçu il y a quelques mois une délégation d'exportateurs tunisiens et nos amis algériens nous visiteront cet automne.

J'invite par conséquent les exportateurs canadiens à faire un sérieux effort pour aider leurs clients africains à pénétrer les marchés canadiens. En même temps, j'invite les investisseurs canadiens à avoir foi dans l'Afrique, à y établir des entreprises, à aider l'Afrique à prospérer. Lorsque le commerce se fait dans les deux sens, les avantages mutuels sont énormes.

Permettez-moi d'ailleurs de souligner le lancement aujourd'hui du numéro spécial de l'hebdomadaire Marchés Tropicaux et Méditerranéens consacré au Canada et à l'Afrique. La réalisation de ce numéro spécial constitue un très bon véhicule des politiques, des idées, des compétences dont nous nous entretenons aujourd'hui. J'en félicite vivement Monsieur Pierre Bonfont ici présent.

Pour conclure, j'aimerais citer à nouveau le Premier ministre qui, à Régina, disait que la volonté de consulter, de travailler avec les provinces, avec les syndicats, avec les milieux d'affaires, n'est pas un signe

de faiblesse, mais qu'au contraire, qu'il s'agit de l'épreuve de force par excellence . J'ajouterais à cela que la coopération entre les pays est beaucoup trop importante et complexe pour en laisser le soin aux seuls gouvernements.

L'invitation vous est lancée d'assumer un rôle clé dans le développement de nos relations internationales avec l'Afrique. Le Gouvernement est déterminé à vous épauler. J'espère que vous ne craignez pas de relever ce défi.

Je vous remercie.